

Esther Duflo: en finir autrement avec la pauvreté

PAR JOSEPH CONFAVREUX ET HUGO VITRANI
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 14 JANVIER 2012

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

C'est un livre rempli de centaines d'exemples de manières efficaces de lutter contre la pauvreté, mais aussi de dizaines de questions encore ouvertes, et parfois dérangelantes. Y a-t-il vraiment un milliard d'affamés ? Pourquoi l'usage des moustiquaires n'est-il pas davantage répandu ? Pourquoi les pauvres ne vaccinent pas leurs enfants ? Pourquoi le micro-crédit n'a-t-il pas été la solution miracle d'hier et pourquoi la micro-épargne ne sera pas celle de demain ? Pourquoi existe-t-il des domaines où l'intervention de l'Etat est nécessaire et d'autres où elle s'avère difficile, voire contre-productive ? Pourquoi un feuilleton télé agit-il beaucoup plus sur la démographie que n'importe quelle campagne publique ?

Esther Duflo et Abhijit V. Banerjee, professeurs d'économie au MIT, codirigent J-Pal, **un laboratoire d'action contre la pauvreté dont les résultats sont désormais également accessibles en français**. Ils synthétisent aujourd'hui, dans un ouvrage foisonnant, des années de recherches et de terrains. Cette ambition de repenser la pauvreté, pour , part d'un constat que l'on peut juger désespérant.

Près d'un milliard de personnes vivent encore, en effet, avec moins d'un dollar par jour et les politiques destinées à lutter contre la pauvreté sont, dans leur ensemble, incapables d'améliorer leurs conditions de vie. Même si les enfants de pauvres vont à l'école, ils n'y apprennent rien. Même si l'aide alimentaire est disponible, elle ne transforme pas les corps. Même si l'amélioration de la santé semble à portée de main, elle ne se fait pas, ou mal. En dépit de cela, les deux auteurs

font l'hypothèse convaincante que cet échec est moins lié à l'ampleur du problème qu'aux failles des théories qui sous-tendent les programmes actuels, marqués par

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Pour refonder la lutte contre la pauvreté, les auteurs insistent sur la nécessité de se tenir à distance d'une perception des pauvres, qui court depuis l'Angleterre victorienne, et les présente comme fondamentalement irrationnels et inconséquents. Mais aussi d'une idéologie du laisser-faire qui les imagine tous en entrepreneurs aux pieds nus, auxquels il suffirait de permettre l'accès au marché. Si on comprend que l'extrême pauvreté n'est pas seulement une question de seuils monétaires, mais aussi de rapport à l'avenir, de choix incessants et infiniment compliqués à faire, de micro-barrières difficiles à franchir ou de petits automatismes absents, le champ des possibles se rouvre.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Si on sait écouter les pauvres et observer leurs pratiques concrètes, un kilo de lentilles suffit parfois à faire vacciner tout un village. Un produit financier intelligent peut considérablement augmenter l'utilisation d'engrais. Un distributeur automatique de chlore installé près d'un puits améliore immédiatement les conditions sanitaires. La distribution d'uniformes scolaires peut limiter le nombre de grossesses précoces et réduire la transmission du sida...

Rencontre avec Esther Duflo, première titulaire de la chaire au **Collège de France**.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Une définition qui n'est pas plus mauvaise qu'une autre est de dire que les pauvres sont ceux qui vivent en dessous du seuil d'un dollar par jour et par personne, pour se nourrir, s'habiller, aller à l'école... Mais ce n'est pas seulement ça.

Les pauvres et les moins pauvres possèdent les mêmes mécanismes fondamentaux, y compris les imperfections de la rationalité humaine. Mais le simple fait d'être pauvre change les opportunités dont vous bénéficiez, de même que la manière dont vous raisonnez. Par exemple, c'est un trait fondamental

dans la psychologie de l'être humain d'accorder plus d'importance à la satisfaction immédiate qu'à la satisfaction différée. Prendre le futur en compte, en épargnant, en mangeant bien, en ne fumant pas, en faisant vacciner ses enfants, suppose toujours une lutte contre soi-même. Cette lutte demande de déployer beaucoup d'énergie.

Mais, dans les pays riches, nous sommes protégés de nous-mêmes. Beaucoup de décisions essentielles sont prises à notre place. Les enfants sont obligatoirement vaccinés. On épargne pour notre retraite par le biais de la sécurité sociale, etc. Tout cela nous laisse plus d'énergie disponible. Le contrôle de soi est un muscle qui se fatigue lorsqu'on l'utilise. Dans les pays riches, nous avons moins besoin de l'utiliser, cela nous laisse davantage d'énergie pour les décisions auxquelles nous devons nous confronter, comme ne pas fumer ou lutter contre l'obésité. Une personne pauvre va avoir davantage tendance à fumer, même si elle a, en principe, autant de choix qu'une personne riche, parce qu'avant de prendre la décision ou non de fumer, elle aura dû prendre tellement de décisions plus immédiates et essentielles que la décision de fumer ou non devient secondaire.

Dans les pays riches, nous vivons dans un cocon de protection et cela influence nos actions. Cela ne veut pas dire qu'on n'est pas libre. Quelqu'un peut tout à fait refuser de faire vacciner ses enfants, mais cela lui demandera du temps et de l'énergie. Il existe des rails et, si vous ne faites rien, ils vous mènent dans telle ou telle direction. L'important, c'est donc de savoir où vous emmène la situation par défaut, si vous ne faites rien. Il se trouve que pour les pauvres, ces situations sont moins favorables que pour nous et qu'ils doivent donc tout gérer. Ils le font sans doute mieux que nous si on nous mettait dans leur situation, mais cela ne veut pas dire qu'ils le font parfaitement. Il faut donc faciliter des situations par défaut qui mettent sur les bons rails.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Une autre différence entre les riches et les pauvres devient presque physiologique. Le stress nous conduit à produire de la cortisol, une hormone qui modifie

la manière dont nous décidons, qui nous rend moins capable de réfléchir et aussi d'exercer notre contrôle de soi.. Des tests effectués montrent que des étudiants qu'on a stressés à dessein lors d'une expérience, et à qui on propose le choix, comme collation, entre des chips ou des pommes, choisiront les chips, des étudiants sereins plutôt les pommes. Or toutes ces pressions, ces risques auxquels font face les pauvres, les mettent dans des situations beaucoup plus stressantes.

Si les gens étaient toujours rationnels et capables de prendre les décisions optimales pour elles, la question se poserait différemment: le paternalisme, ce serait essayer d'imposer nos propres vues à d'autres (comme cela pouvait être le cas pour le paternalisme originel des grands patrons du XIXe siècle). Mais comme il existe un conflit entre la satisfaction présente et les bénéfices futurs, qu'on soit pauvre ou riche, mais qui a plus de conséquences quand on est pauvre, le concept de devient un peu flou. Quand les gens peuvent penser sereinement à leur avenir, ils prennent des décisions différentes de celles qu'ils prennent lorsqu'ils décident impulsivement. Il peut alors être nécessaire, de leur propre point de vue, d'infléchir les décisions et les arbitrages.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Un bon exemple est l'utilisation des engrais. Les gens ont du mal à utiliser les engrais, même quand ils sont persuadés que c'est une bonne chose, qui permet d'augmenter la productivité avec un coût faible et une méthode simple. Mais ils ne le font pas, parce qu'il y a un écart de temps entre le moment où ils ont de l'argent, au moment de la récolte, et le moment où ils ont besoin d'acheter les engrais disponibles, qui se situe quelques mois plus tard. Entre temps, ils ont subi toute une série de tentations –pour du thé sucré, pour une demande du cousin– qui a fait fondre le pécule.

Mais quand on leur propose un produit financier simple, sous forme de bon vendu juste après la récolte et permettant d'obtenir, au bon moment, les engrais, ils acceptent souvent de se lier les mains en achetant l'engrais à l'avance, et la très grande majorité du

temps, ils ne reviennent pas en arrière. Cela montre que les gens se rendent bien compte qu'ils ne font pas la chose optimale à chaque instant.

Nous oublions tous les filets de protection qui décident de fait, dans les pays riches, à notre place. On se demande souvent avec un peu de mépris pourquoi les pauvres ne font pas bouillir leur eau, alors qu'il y a des microbes. Mais, pour nous, la question de faire bouillir de l'eau ne s'est jamais posée, sauf en camping ! Est-ce qu'on doit laisser les pauvres se débrouiller alors qu'on sait qu'ils ne le font pas ? Ou est-ce qu'on essaye de trouver des moyens, qui seront différents des nôtres, pour qu'ils boivent de l'eau potable ? Avec des méthodes qui se rapprochent le plus possible de l'automatisme que nous avons à notre disposition ?

Cela dépend de ce qu'on entend par accès. L'eau propre est en principe accessible à la plupart des gens. On peut la faire bouillir ou acheter du chlore pas très cher et le mettre dans l'eau. Il y a donc un accès possible. Mais, ce qui compte, c'est l'accès automatique, les petites barrières et les petites orientations qui guident les gens vers une chose ou vers une autre.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Pour l'eau, il existe un programme qui consiste à mettre, à côté des puits où les gens vont chercher leur eau, des machines qui distribuent automatiquement le chlore de manière individuelle. Cela ne change pas a priori fondamentalement les choses, par rapport au fait de se rendre dans une boutique pour acheter son chlore. Mais d'une part, c'est complètement gratuit, et, de l'autre c'est immédiatement là, sans effort supplémentaire. On se rapproche donc de l'automatisme dont nous bénéficions dans les pays riches. Le mieux serait bien sûr d'avoir le chlore déjà dans l'eau, mais ce n'est pas possible, parce que dans un puits, le chlore s'évapore rapidement.

Feuilletons télé, Etat, libre-marché...

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Il existe des domaines où, si je devenais ministre dans un pays, je saurais à peu près quoi faire, et d'autres qui gardent plus d'incertitudes... Si on prend le domaine de l'éducation, on peut croire à un grand succès. C'est

un des objectifs du Millénaire qu'on atteindra, puisque cet objectif était que tout le monde aille à l'école. Mais il y a eu un gros bug. Les enfants vont effectivement à l'école, mais ils apprennent très peu, voire rien du tout.

Pourtant, de nombreux travaux sur la qualité de l'éducation depuis 10 ans montrent qu'il existe non seulement des exemples de programmes qui marchent et pourraient être dupliqués, mais aussi qui nous aident à identifier le principal problème de l'éducation dans les pays pauvres. Pour résumer, ce sont des systèmes extrêmement élitistes, et qui ont gardé leur facture élitiste au moment où ils faisaient des efforts massifs pour que tous les enfants aillent à l'école. L'objectif de l'école reste d'envoyer quelques têtes de classes dans le supérieur plutôt que de fournir les bases nécessaires à tous. On sait donc que la priorité serait de modifier la perception et les objectifs du système éducatif, et on sait comment former les enseignants pour cela.

Par contre, il y a des domaines où on ne possède pas assez de connaissances pour arriver à mener des politiques précises. Comment, notamment, faire pour qu'il y ait plus d'emplois salariés pérennes à la disposition des plus pauvres ? 50% des pauvres urbains et 25% des pauvres ruraux possèdent des toutes petites entreprises non agricoles. Pour cette raison, on pense souvent que ce sont tous des entrepreneurs nés, alors que la plupart aspirent à des emplois salariés réguliers, dont on constate qu'ils ont des effets bénéfiques sur tous les aspects de la vie. Une différence fondamentale entre la classe moyenne et la pauvreté réside précisément dans cet accès à l'emploi salarié, même médiocre. Toute une série de nouveaux comportements s'enclenche à partir de là.

Quand les gens ont un salaire, ils commencent à investir beaucoup plus dans le futur. Les maquiladoras, au Mexique, fournissent des emplois mal payés, mais les jeunes filles qui y entrent, par rapport à celles qui n'y ont pas accès, investissent plus dans leurs enfants, qui sont plus grands (parce que mieux nourris) et ont plus de chances d'aller à l'école. L'accès au salariat modifie toutes les perspectives de vie, même dans les situations où cet emploi est de basse qualité. Mais comment faire pour

que ces emplois se développent ? Et ailleurs que dans les grandes villes, qui posent des problèmes de surpopulation ? On ne possède pas les réponses à ces questions.

Il n'y a pas de meilleurs acteurs. Cela dépend non seulement des domaines, mais, dans un domaine donné, il y a une nécessaire implication de différents acteurs. La recherche de la solution miracle passe par l'illusion que l'Etat peut tout faire, ou bien que ce sont les ONG, ou encore les entreprises, via le . C'est un lieu commun de le dire, mais il est souvent laissé de côté.

La responsabilité collective doit nécessairement intervenir à deux niveaux, sur tout ce qui implique une redistribution, où il faut que ce soit organisé collectivement, et pour amener les gens à faire ce qu'ils n'ont pas envie de faire eux-mêmes, mais qui est souhaitable du point de vue de la société dans son ensemble. La santé préventive doit aussi être l'affaire de tous, parce que si vous êtes vacciné, ça m'arrange aussi.

Cet espace politique qui doit corriger le marché peut toutefois rarement être (seulement) le village. Il existe pourtant un rêve qu'on retrouve souvent dans le secteur du développement, qui consiste à penser que, du fait du mauvais fonctionnement ou de la corruption des Etats, l'unité idéale de la collectivité serait le village. Mais le village ne peut imposer à ses membres la décision de se vacciner, par exemple, si personne localement ne pense que c'est suffisamment important.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Mais cela ne veut pas dire que le gouvernement lui-même doit forcément tout faire, notamment dans la mise en place de ces politiques. Pour que le système éducatif fonctionne le mieux possible, une école financée publiquement ne doit pas obligatoirement être mise en œuvre par des acteurs publics. En France aussi il existe une éducation privée financée sur fonds publics pour ceux qui le désirent. Attention, je ne veux pas dire par là que l'éducation doit être entièrement ou largement privatisée, je veux juste dire que les deux questions, celle du financement, qui doit être public parce que la société ne peut pas laisser les

enfants entièrement dépendants du bon vouloir ou de la capacité de leurs parents à payer, et celle de la mise en œuvre existent.

On pourrait aussi développer un argumentaire en faveur de l'école publique, mais il serait d'ordre différent, par exemple, on pourrait mettre en avant la nécessité de la mixité sociale à l'école, l'importance de la transmission d'une culture démocratique qui est difficile à confier au privé, ou ce danger de l'élitisme qui touche aussi les écoles privées. C'est une discussion qui est entièrement différente.

Enfin, il y a des domaines où il manque encore un marché, qui pourrait pourtant être mis en œuvre et fonctionner mieux que les politiques publiques. Un exemple est celui du micro-crédit. Les gens sont prêts à emprunter à des usuriers, à un taux de 100% par an, ils devraient donc être contents de pouvoir emprunter à 30% par an, ce qui laisse la possibilité d'un marché rentable. La grande innovation du micro-crédit a été de mettre en place une organisation qui permet de prêter aux gens à 30% par an, sans perdre d'argent.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Le marché fait, ici, mieux que le gouvernement qui avait essayé de prêter à des taux meilleurs. Mais le gouvernement était trop loin et incapable d'imposer une discipline aux emprunteurs, comme le fait le micro-crédit, notamment en exigeant une responsabilité collective à ceux qui empruntent. De même, dans tous les villages de l'Inde, vous trouverez du savon et du shampoing, et c'est organisé par Hindustan Lever, pas par l'Etat. C'est la même chose pour le téléphone portable, un marché s'est développé extrêmement rapidement. Mais ce serait une illusion de partir de ces exemples pour conclure que le marché peut tout faire.

Pourquoi les pauvres ne vaccinent pas leurs enfants ?

Si on prend l'image victorienne, le pauvre est à protéger de lui-même et de ses bas instincts. Mais lorsqu'on évoque la nécessité d'une vie plaisante, on ne parle pas des instincts. Un homme que nous avons rencontré au Maroc nous a dit qu'avec plus d'argent, il achèterait plus à manger, mais nous

sommes rendus compte qu'il avait une télévision. Il nous a alors expliqué que la télévision était, pour lui, plus importante que la nourriture. Il avait épargné pour s'acheter une télévision, il s'agissait donc d'une vraie décision, par ailleurs, parfaitement compréhensible. Dans la mesure où il vit dans un petit village, où il est souvent désœuvré, la télévision sert à la fois de loisir et d'espace social. Il ne s'est pas précipité dans la débauche en achetant cette télévision, il a fait un choix, et il referait le même.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Pour le coup, ce serait paternaliste (dans le mauvais sens du terme) de dire que cet homme n'a pas les bonnes préférences, et qu'il faut l'empêcher de s'acheter sa télévision pour qu'il mange plus. Mais, du point de vue de ses enfants et de la société, il vaudrait mieux qu'il y ait plus à manger chez lui. Si ses enfants avaient plus de fer dans le sang, ils étudieraient mieux à l'école. Alors pourquoi fait-il ce choix? Est-ce un déficit d'information, parce qu'il n'est pas facile de faire le lien entre l'augmentation du taux d'hémoglobine d'aujourd'hui et le développement des enfants des années plus tard? Est-ce qu'il n'a plus l'impression d'avoir faim parce que le déficit est chronique? Est-ce que la promesse ténue d'un bénéfice futur, qui en tout état de cause ne transformera pas sa vie, est insuffisante pour sacrifier ce qui rend la vie supportable aujourd'hui? Et s'il était plus fort, parce qu'il mangerait mieux, est-ce qu'il bénéficierait pour autant du marché du travail tel qu'il existe?

Pour modifier ses décisions, il faut agir sur ces éléments, plutôt que d'essayer de le convaincre de dépenser plus d'argent pour la nourriture au détriment de ses autres choix et en «l'évangélisant». Pour cela, soit on peut dépenser de l'argent public pour que les cantines scolaires soient plus riches en nutriments pour ses enfants. Soit on peut avoir une réponse de type «social business» dans laquelle on fabrique des petits sachets de poudre avec des vitamines, en essayant de les vendre aux gens en leur faisant la pub d'enfants heureux: on peut espérer ainsi faire passer le message et changer les comportements. Soit encore promouvoir

des produits enrichis (par exemple du sel enrichi en fer) qui permettront aux gens de se nourrir mieux sans changer leurs choix alimentaires.

Mais subventionner du riz ou du couscous n'est sans doute pas la bonne réponse, parce que cela risque de ne pas changer grand chose à son alimentation: l'expérience montre que l'argent ainsi libéré est utilisé à autre chose. Cela peut être une bonne chose d'augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres, bien sûr, donc on peut le voir comme cela. Mais à nouveau, on se pose alors une question entièrement différente: est-il plus pratique de redistribuer les ressources en subventionnant les prix alimentaires, ou y a-t-il d'autres moyens de le faire? Cela n'est plus une question de nourriture, proprement dite.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Ces croyances sont beaucoup plus fluides que ce dont on a l'impression. Souvent les gens me disent: . Sans nier l'importance de la culture, les croyances sont souvent assez ténues. Mais, en l'absence de mieux, les croyances vous donnent un système qui permet de décider.

Sur la santé, nombreux sont ceux qui vous expliquent des théories compliquées sur certaines maladies qui sont des et supposent donc d'aller voir le guérisseur, opposées aux maladies qui supposent d'aller voir le docteur allopathique. Mais quand vous regardez ce que les pauvres font vraiment, ils mélangent tout: les maladies de fantôme sont reclassifiées incessamment en maladies normales, et vice-versa.

Sur l'histoire du , il nous a suffi, lors d'une expérimentation, de donner un kilo de lentilles aux gens pour qu'ils fassent vacciner leurs enfants, ce qui est très peu: cela ne signifie pas qu'ils sont prêts comme Cain à tout sacrifier pour un plat de lentilles. Ce que cela signifie, c'est que le mauvais oeil n'est pas, pour la plupart des gens, si important que cela. Il y a d'autres obstacles beaucoup plus en surface. On

peut changer les comportements même sans modifier les systèmes de croyance ou les systèmes culturels fondamentaux.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

C'est la même chose pour la démocratie, on dit parfois que les gens ne votent qu'en fonction du groupe ethnique. Or, il suffit de pas grand-chose pour que les gens modifient leurs croyances et leurs pratiques. Avec des informations simples sur ce que les hommes politiques ont fait dans le passé, ou quelques discussions de fond, on change aisément la manière de voter: les citoyens vont choisir le plus compétent ou le plus honnête plutôt que celui de leur groupe ethnique.

Cela signifie que, plutôt que de tenter d'agir sur les croyances, il faut rendre les choses plus évidentes. Par exemple, la plupart des pauvres ne sont pas opposés au déparasitage des enfants, mais ils ne sont pas suffisamment convaincus pour le faire eux-mêmes. Ils peuvent vous expliquer que les vers intestinaux font partie de nous, qu'ils nous aident à digérer etc. Mais, si c'est fait automatiquement dans les écoles, ils le font (même s'ils ont la possibilité de refuser). C'est un programme qui ne coûte presque rien, et qui a des effets spectaculaires: les enfants vermifugés vont plus à l'école et gagnent 20% de plus, en tant qu'adulte, par année de traitement dans l'enfance. Tout cela pour cinquante centimes par an...

Pauvreté du Nord / Pauvreté du Sud

En premier lieu, des informations essentielles manquent souvent aux pauvres. Par exemple, ils ne sont pas convaincus des effets bénéfiques de la vaccination. Des campagnes d'information sont donc importantes.

Ensuite, les pauvres assument la responsabilité de trop nombreux aspects de leur vie et la responsabilité solidaire devrait faire en sorte qu'un pauvre ne soit plus perpétuellement en lutte contre lui-même.

L'accès à certains marchés essentiels (l'épargne, l'assurance) n'est pas, non plus, donné aux plus pauvres. Parfois, comme dans le cas du microcrédit, une innovation institutionnelle ouvre un nouveau

marché. Mais parfois l'intervention publique sera nécessaire pour encadrer et soutenir un nouveau marché.

L'espoir ou le manque d'espoir est aussi une chose très importante. Les pauvres ont de très nombreux symptômes dépressifs, qui sapent leur volonté d'agir et leurs possibilités de démarrer. Dès qu'on donne de l'espoir aux gens, des enclenchements très positifs se font. Mais il ne s'agit pas pour autant de transformer la dernière idée à la mode en politique, sans se préoccuper du contexte dans lequel elle est appliquée (micro-crédit, médecins aux pieds nus, barrages...)

Je pense également qu'il est nécessaire d'éviter une forme de pessimisme qui a cours dans le développement, qui est liée à la tentation de tout miser sur les « bonnes institutions », sans lesquelles on ne pourrait rien faire, surtout quand elles sont mauvaises, parce qu'elles sont héritées d'un passé chaotique. Les pays pauvres ne sont pas condamnés à l'échec parce qu'ils sont pauvres ou ont connu une histoire mouvementée. Des lanternes rouges comme le Bangladesh ou le Cambodge se transforment en petits miracles et des premiers de la classe, comme la Côte d'Ivoire, dévissent. Il n'y a pas de fatalisme.

Enfin, au sujet du débat de savoir s'il faut se concentrer sur la croissance et les politiques macro-économiques ou miser sur les politiques sociales, même si on ne sait pas toujours bien d'où vient la croissance d'un pays, on sait que le jour où elle arrive, les pauvres auront plus de chances d'en bénéficier, s'ils sont prêts, c'est-à-dire s'ils sont en bonne santé et ont la confiance nécessaire pour se lancer dans l'aventure.

Vidéo disponible sur mediapart.fr



Ce qui peut se transposer, c'est la méthode pour chercher les réponses, la méthode expérimentale consistant à essayer sur le terrain et à tester aléatoirement les expériences. Ce qui peut aussi

se transposer, c'est ce qu'on apprend sur le fonctionnement humain, par exemple sur l'impact du stress sur les décisions. C'est important pour le pauvre d'un pays pauvre comme pour le pauvre d'un pays riche, même si les sources de stress sont différentes. Ce sont donc plutôt des lignes directrices.

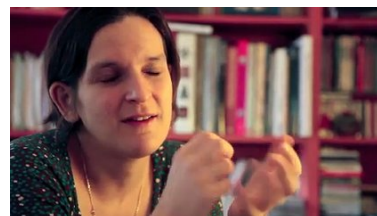
Je pense plus risqué de copier des politiques du Sud pour les adopter dans le Nord. Les transferts sociaux conditionnels ont des effets positifs aux Mexique, mais faut-il pour autant rendre les allocations familiales conditionnelles dans nos pays? Pas du tout. Au Mexique, cela marche parce que c'est un programme cohérent, qui force les gouvernements à installer des écoles. La même question se pose quand on se demande pourquoi ce qui a marché en Inde ne marche pas forcément au Kenya.

Il y a des choses en commun et des choses différentes. Mais une dimension différente, c'est l'exclusion. Au Sud, être pauvre, c'est bien sûr une exclusion de quelque chose, mais ce n'est pas une maladie sociale.

Le paternalisme, au mauvais sens du terme, est encore plus fort vis-à-vis des pauvres de nos pays. Il y a toujours l'idée que c'est un petit peu de leur faute... Le discours victorien n'est jamais loin, mais il est moins présent pour les pauvres des pays pauvres.

Non, même si on n'a pas tout à fait le recul, on constate que cela n'a été qu'un choc de plus parmi d'autres. Si l'ensemble de l'économie-monde s'arrêtait et que plus personne n'importait ou n'exportait, cela aurait des effets. Mais, là, ce n'est pas plus, ou pas moins, qu'une sécheresse... Et des pays comme le Brésil ou l'Inde se sont plutôt bien sortis de la crise, en tout cas pour l'instant...

Vidéo disponible sur mediapart.fr



Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.